

PARTI DU MOUVEMENT DES DEMOCRATES
ET ECOLOGISTES MARTINICAIS

Dans la Martinique d'aujourd'hui la vie politique semble de plus en plus bloquée, comme suspendue à la menace symbolisée par Maastricht qui ne fait que rendre plus pressante la frayeur déclenchée depuis bien des années par la silhouette du loup européen, relais amplifié de la Métropole coloniale traditionnelle. Dans un tel contexte rien n'est devenu plus courant que de chercher à créer un "mouvement" (1). Tout se passe alors comme si on voulait conjurer l'immobilisme ambiant en rejetant les partis politiques en place et ce qu'ils représentaient d'archaïsme et d'inefficacité. Bien entendu, chacun de ces "mouvements" se croit porteur de la solution adéquate soit qu'il aspire à fédérer diverses démarches (2) soit, au contraire, qu'il ambitionne d'être la solution unique (3) aux maux du pays et, par voie de conséquence, le porteur exclusif des espérances de ce dernier.

La floraison de ces initiatives de "mouvement" est assurément la marque d'un contexte politique démocratique même si la motivation de tous les mouvements n'est pas toujours et nécessairement l'idéal démocratique. Cette floraison est aussi le signe d'une défiance envers les recours politiques traditionnels et d'une croyance volontariste dans le fait que l'accès au changement pour une communauté repose essentiellement sur la mobilisation d'une fraction pertinente de cette communauté sur les perspectives de ce changement.

La question première et centrale qui est posée à tout mouvement est donc bien celle de sa **capacité mobilisatrice**, mais elle est immédiatement suivie d'une autre : celle de la **capacité opérationnelle**.

Sa capacité mobilisatrice, c'est à dire son aptitude

1) à anticiper auprès de ses adeptes potentiels (dont le nombre doit atteindre le seuil pertinent).

2) à projeter les moyens logistiques, tactiques et stratégiques propres à assurer le changement ou, au minimum, à l'initier de façon significative, en sorte que sans son intervention, ce changement ne soit pas concrètement envisageable.

(1) Le dernier né est le Mouvement Libéral Martiniquais (MLM) de Philippe PETIT.

(2) Ce que beaucoup d'entre vous disent vouloir.

(3) Ce qui semble correspondre aux aspirations du MIM de MARIE-JEANNE.

LE PARTI DU MOUVEMENT MARTINICAIS #TET
FUNDATION #TET MARTINICAIS

Dans la Martinique d'aujourd'hui la vie politique semble de plus en plus bloquée, comme suspendue à la menace symbolisée par Maccrist qui ne fait que rendre plus pressante la frayeur déchaînée depuis bien des années par la silhouette du loup européen, mais amplifiée de la Métropole coloniale traditionnelle. Dans un tel contexte rien n'est devenu plus courant que de chercher à créer un "mouvement" (1). Tout se passe alors comme si on voulait conjurer l'immobilisme ambiant en rejetant les partis politiques en place et ce qu'ils représentaient d'archaïsme et d'inefficacité. Bien entendu, chacun de ces "mouvements" se croit porteur de la solution adéquate soit qu'il aspire à fédérer diverses démarches (2) soit, au contraire, qu'il ambitionne d'être la solution unique (3) aux maux du pays et, par voie de conséquence, le porteur exclusif des espérances de ce dernier.

La floraison de ces initiatives de "mouvement" est assurément la marque d'un contexte politique démocratique même si la motivation de tous les mouvements n'est pas toujours et nécessairement l'idéal démocratique. Cette floraison est aussi le signe d'une défiance envers les recours politiques traditionnels et d'une croyance volontariste dans le fait que l'accès au changement pour une communauté repose essentiellement sur la mobilisation d'une fraction pertinente de cette communauté sur les perspectives de ce changement.

La question première et centrale qui est posée à tout mouvement est donc bien celle de sa capacité mobilisatrice, mais elle est immédiatement suivie d'une autre : celle de la capacité opérationnelle.

La capacité mobilisatrice, c'est à dire son aptitude

(1) à anticiper auprès de ses adhérents potentiels (dont le nombre doit atteindre le seuil pertinent).

(2) à projeter les moyens logistiques, tactiques et stratégiques propres à assurer le changement ou, au minimum, à l'initier de façon significative, en sorte que sans son intervention, ce changement ne soit pas concrètement envisageable.

(1) Le dernier né est le Mouvement Libéral Martinicain (MLM) de Philippe PETIT.
(2) Ce que beaucoup d'entre vous disent vouloir.
(3) Ce qui semble correspondre aux aspirations de MIM de MARIE-JEANNE.

Il est évident que, si ces deux conditions se réalisent, la question ne se pose plus de savoir ni si ledit mouvement à sa raison d'être, ni si le volontarisme, en matière politique, à quelque efficacité. En revanche, continuera encore à se poser, chemin faisant, la question de savoir si cette efficacité est opérationnelle, c'est à dire si elle conduit à un vrai changement. Mais pour l'heure, nous sommes dans la logique de la crédibilité mobilisatrice du mouvement et non pas encore dans l'au-delà du mouvement lui-même. Dans l'au-delà de tout **mouvement politique** qui réussit se trouve le stade du **parti**. En d'autres termes, dire : "nous voulons fonder un mouvement, pas un parti politique" est une marque ou de naïveté ou d'hypocrisie ou d'inconscience. Une telle affirmation ne pourrait avoir un sens que si elle voulait signifier par là qu'il est aberrant de fonder un parti sans le faire reposer sur les deux conditions émises plus haut au risque d'ailleurs de le vouer à une mort prématurée (4).

Un mouvement ne peut être confondu avec un club (5) qui à sa fonction propre dans l'espace politique, sans avoir les frontières rigides qu'imposent les partis-pris politiques.

C'est à partir de ces données de base que j'entends apporter ma contribution au débat relatif à la création d'un mouvement - politique, s'entend - autour et à partir de la philosophie de la **MUTATION - MARTINIQUE**, texte qui est le point de ralliement (et d'aboutissement provisoire) de tous ceux qui depuis plusieurs décennies (ou depuis moins longtemps) sont, à des postes divers, inscrites dans la mouvance de ce que j'appelle, d'une expression vaste, **l'action de défense et de promotion du patrimoine martiniquais** (patrimoine linguistique, logistique, géo-historique, culturel, cultural, moral, physique, etc...).

Je développerai mes points de vue en 10 points :

1) Aucun mouvement politique ne peut naître et s'épanouir en se tenant à distance de la conjoncture politique. La conjoncture politique n'est pas seulement le contexte politique du moment, mais ce qui dans le contexte politique, prend valeur d'enjeu.

2) De ce point de vue, Maastricht est aussi un enjeu d'une nature paradoxale qu'on le ramène ou non à sa dimension ponctuelle du 20 septembre prochain, date du référendum français. Je vais développer le caractère paradoxal dont il est question et qui opère à plusieurs niveaux qu'aucun groupe politique ne doit ignorer.

(4) C'est le cas du P.M.S. qui a cru qu'il pouvait advenir à l'existence pleine à partir d'une scission d'avec le P.S. qui est un parti ayant une existence pleine et entière dans l'ensemble français.

(5) Cf le club européen qui a organisé les réunions trans-parti qui ont suscité tant d'émoi au RPR, pour ne parler que de lui.

2
L'ÉCRIVAIN

Il est évident que, si ces deux conditions se réalisent, la question ne se pose plus de savoir si le dit mouvement a sa raison d'être, ni si le volontarisme, en matière politique, à quelque efficacité. En revanche, continuer encore à se poser, chemin faisant, la question de savoir si cette efficacité est opérationnelle, c'est à dire si elle conduit à un vrai changement. Mais pour l'heure, nous sommes dans la logique de la crédibilité mobilisatrice du mouvement et non pas encore dans l'au-delà du mouvement lui-même. Dans l'au-delà de tout mouvement politique qui réussit se trouve le stade du parti. En d'autres termes, dire : "nous voulons fonder un mouvement, pas un parti politique" est une marque ou de naïveté ou d'hypercente ou d'inconscience. Une telle affirmation ne pourrait avoir un sens que si elle voulait signifier par là qu'il est absurde de fonder un parti sans le faire reposer sur les deux conditions énoncées plus haut au risque d'ailleurs de le vouer à une mort prématurée (4).

Un mouvement ne peut être confondu avec un club (5) qui a sa fonction propre dans l'espace politique, sans avoir les frontières rigides qu'imposent les partis-politiques.

C'est à partir de ces données de base que j'entends apporter ma contribution au débat relatif à la création d'un mouvement - politique - d'entend - autour et à partir de la philosophie de la MUTATION - MARTINIQUE, texte qui est le point de ralliement (et d'aboutissement provisoire) de tous ceux qui depuis plusieurs décennies (ou depuis moins longtemps) sont à des postes divers, inscrites dans la mouvance de ce que j'appelle, d'une expression vaste, l'action de défense et de promotion du patrimoine martiniquais (patrimoine linguistique, logistique, géo-historique, culturel, moral, physique, etc...).

Je développerai mes points de vue en 10 points :

1) Aucun mouvement politique ne peut naître et s'épanouir en se tenant à distance de la conjoncture politique. La conjoncture politique n'est pas seulement le contexte politique du moment, mais ce qui dans le contexte politique, prend valeur d'enjeu.

2) De ce point de vue, Martinique est aussi un enjeu d'une nature paradoxale qu'on le ramène ou non à sa dimension ponctuelle du 20 septembre prochain, date du référendum français. Je vais développer le caractère paradoxal dont il est question et qui opère à plusieurs niveaux d'un certain groupe politique ne doit ignorer.

(4) C'est le cas du P.M.S. qui a cru qu'il pouvait advenir à l'existence pleine à partir d'une scission d'avec le P.S. qui est un parti ayant une existence pleine et entière dans l'ensemble français.

(5) C'est le club européen qui a organisé les réunions trans-parti qui ont suscité tant d'émul en R.F.R. pour ne parler que de lui.

a) Il y a un rapport d'implication entre l'Europe et la France qui aboutit à cette affirmation : pour les DOM, être dans la France c'est être dans l'Europe et être dans l'Europe c'est être dans la France. Cela est vrai de toutes les régions françaises, mais cela revêt un caractère particulier pour les DOM, en raison du passif colonial de type particulier. Autrement dit, voter oui à Maastricht donc à l'intégration à l'Europe, revient implicitement à voter oui à l'intégration des DOM à la France. En d'autres termes, aucun référendum n'a été fait spécifiquement sur l'intégration des DOM à la France et, par effet de système, ce référendum se fait par le jeu d'un simple transfert logique à partir de Maastricht.

En revanche, voter non à l'Europe dans les DOM ne signifie pas forcément voter non à l'appartenance à la France et cela en raison de la conjoncture politique spécifique qui fait que les plus grands partisans de l'appartenance des DOM à la France sont aussi, au plan national, parmi les plus opposés à Maastricht. Le non à l'Europe ne peut avoir une signification de non à la France, que si les départementalistes des DOM décident de voter oui. Mais, je fais remarquer que le MLM de Philippe PETIT a déjà dit qu'il voterait non, non pas pour les raisons du RPR national, mais parce que la Martinique n'a pas, selon lui, de représentation assurée à Strasbourg. De toute façon le parentage politique RPR de Philippe PETIT ne fera guère de doute pour la population martiniquaise. Il est donc fort probable que les départementalistes, fins politiques, s'arrangent pour ne pas laisser les indépendantistes tous seuls dans le camp du non et pour briser par là même l'équation non = indépendance. Si mon analyse est fautive, dans ce cas, on pourra à nouveau réfléchir sur la signification d'un vote "non". Cela c'est de la tactique politique, mais qui doit rester compatible avec une analyse stratégique.

b) Que nous révèle l'analyse stratégique ? Elle nous révèle, toujours dans la logique du paradoxe, que du point de vue de l'intégration de la France dans l'Europe de Maastricht, si le vote de l'Hexagone est oui, le vote oui des DOM sera égal à oui. Ce qui au niveau des DOM aboutit à l'équation en principe illogique, mais politiquement logique : non = oui.

Cela veut dire que (sauf cas improbable de partage serré des voix entre le oui et le non, dans l'Hexagone) les voix des DOM ne comptent pratiquement pour rien. C'est d'ailleurs une constatation de cette sorte qui pourrait amener certaines consignes d'abstention : puisque nous n'avons aucun poids dans le vote tâchons de peser notre poids de non participation au vote, c'est à dire d'abstention. Pour ma part, je me méfie toujours des tactiques d'abstention pour ce qu'elles traduisent toujours une absence d'imagination politique et un réel déficit démocratique. Je serais davantage partisan du vote nul qui implique une position active et signifiante par là même. C'est à mon avis dans ce sens qu'il faut élever le peuple martiniquais (renvoyer dos à dos le oui et le non en mettant dans l'urne un oui et un non déchirés).

c) Si je votais dans l'Hexagone (c'est à dire si ma voix était comptabilisée dans l'Hexagone) je voterais personnellement oui à Maastricht et je dirai pourquoi tout à l'heure. Pour le moment je fais

a) Il y a un rapport d'implication entre l'Europe et la France qui aboutit à cette affirmation : pour les DOM, être dans la France c'est être dans l'Europe et être dans l'Europe c'est être dans la France. Cela est vrai de toutes les régions françaises, mais cela revêt un caractère particulier pour les DOM, en raison du passé colonial de type particulier. Autrement dit, voter oui à Maastricht, donc à l'intégration à l'Europe, revient implicitement à voter oui à l'intégration des DOM à la France. En d'autres termes, aucun référendum n'a été fait spécialement sur l'intégration des DOM à la France et, par effet de système, ce référendum se fait par le jeu d'un simple transfert logique à partir de Maastricht.

En revanche, voter non à l'Europe dans les DOM ne signifie pas forcément voter non à l'appartenance à la France et cela en raison de la conjonction politique spécifique qui fait que les plus grands partisans de l'appartenance des DOM à la France sont aussi, au plan national, parmi les plus opposés à Maastricht. Le non à l'Europe ne peut avoir une signification de non à la France, que si les départementalistes des DOM décident de voter oui. Mais, je fais remarquer que le M.L.M. de Philippe PETIT a déjà dit qu'il voterait non, non pas pour les raisons du RPR national, mais parce que la Martinique n'a pas, selon lui, de représentation assurée à Strasbourg. De toute façon le partage politique RPR de Philippe PETIT ne lera guère de doute pour la population martiniquaise. Il est donc fort probable que les départementalistes, les politiques, s'abstiennent pour ne pas laisser les indépendantistes tous seuls dans le camp du non et pour briser par la même l'équation non = indépendance. Si mon analyse est fautive, dans ce cas, on pourra à nouveau réfléchir sur la signification d'un vote "non". Cela c'est de la tactique politique, mais qui doit rester compatible avec une analyse stratégique.

b) Que nous révèle l'analyse stratégique ? Elle nous révèle toujours dans la logique du paradoxe, que du point de vue de l'intégration de la France dans l'Europe de Maastricht, si le vote de l'Hexagone est oui, le vote oui des DOM sera égal à oui. Ce qui au niveau des DOM aboutit à l'équation en phrase illogique, mais politiquement logique : non = oui.

Cela veut dire que (sauf cas improbable de partage serré des voix entre le oui et le non, dans l'Hexagone) les voix des DOM ne comptent pratiquement pour rien. C'est d'ailleurs une constatation de cette sorte qui pourrait amener certains conseillers d'abstention : puisque nous n'avons aucun poids dans le vote l'échec de passer notre poids de non participation au vote, c'est à dire d'abstention. Pour ma part, je me méfie toujours des tactiques d'abstention pour ce qu'elles traduisent toujours une absence d'imagination politique et un réel déficit démocratique. Je suis davantage partisan du vote oui qui implique une position active et signifiante par la même. C'est à mon avis dans ce sens qu'il faut donner le peuple martiniquais (renvoyer dos à dos le oui et le non en mettant dans l'une ou l'autre un non déshérité).

c) Si je voteis dans l'Hexagone (c'est à dire si ma voix était comptabilisée dans l'Hexagone) je voterai personnellement oui à Maastricht et je dirai pourquoi tout à l'heure. Pour le moment je fais

BRN 166 3v

remarquer que je n'ai pas lié mon vote à une question d'identité martiniquaise, mais à une place dans la géographie électorale. Autrement dit, avec Maastricht, on aborde une véritable mutation dans le positionnement politique. C'est pour cela et non pas pour d'autres raisons que Maastricht est en train de bouleverser le paysage politique français (voire européen). Cela provient du caractère paradoxal de cet événement qui, que nous le voulions ou non, nous projette dans une dynamique historique que ni SEGUIN, ni PASQUA, ni CHEVENEMENT, ni Le PEN, ni MARCHAIS n'ont compris et qui relève de la mise de l'Europe à la dimension d'un village.

Maintenant, pourquoi je suis partisan du oui à Maastricht du point de vue de l'Hexagone ? Parce que je crois qu'il est urgent d'avoir un écu qui puisse contrebalancer l'action du dollar et du yen ; que l'Europe avec son patrimoine logistique (culturel, économique et financier) peut faire pièce aux deux autres blocs et que le Tiers-Monde à plus à y gagner qu'à y perdre.

d) Maastricht est enfin paradoxal parce que le non ne signifie pas en soi qu'on est contre l'Europe, mais qu'on est contre cette Europe-là. L'ennui est que, cette Europe-là c'est la seule qui existe, résultat de 45 ans d'élaboration patiente et que c'est elle qui a produit Maastricht, en sorte que, en cas de victoire du non, on n'est absolument pas sûr que la dynamique qui jusqu'ici a fait l'Europe, au sortir de la 2ème guerre mondiale, ne sera pas cassée ; en tout cas fêlée. Personnellement, je ne jouerais pas avec le feu, en tout cas, pas ce feu-là.

On pourrait continuer à ajouter d'autres caractéristiques paradoxales à ce tableau. Mais je préfère m'en tenir à cela.

4) Le refus d'intégration de la Martinique à l'Europe est totalement inefficace s'il est purement incantatoire et la question se pose de savoir s'il peut être autre chose qu'incantatoire. En tout cas je n'ai jamais rencontré (à part la démarche terroriste de Reinette et ses camarades) de non à la France et à l'Europe qui ne soit pas incantatoire. Et je ne vois pas qu'il y ait eu persévérance dans cette voie terroriste. De toute manière, actuellement la seule voie qui puisse déboucher sur la non-intégration à l'Europe est celle qui conduit à l'Indépendance par rapport à la France. Mais, dans le même temps, la dépendance des DOM (la Guyane en particulier avec sa base de lancement) vis à vis de la France est de plus en plus **surdéterminée** par leur dépendance vis à vis de l'Europe. Quand on croirait revendiquer son indépendance à la France, c'est de plus en plus à l'Europe qu'on la demanderait. Mais s'est-on rendu compte de ce que représente les DFA pour l'Europe, non seulement en terme de charge, mais aussi en terme d'espace géographique au coeur des Amériques ?

A t-on bien réfléchi que pour un territoire comme la Martinique la non-intégration à l'Europe signifie l'intégration à un autre bloc, forcément le plus vraisemblable, le bloc américain. La Martinique est-elle prête à renoncer à un élément de son originalité (qui fait partie de son patrimoine) constitué par son caractère francophone et sa superstructure européenne en pleine terre américaine, pour se retrouver pratiquement "à zéro" au milieu de nations américaines lancées dans une lutte sans merci pour la survie ?

remarquable que je n'ai pas lié mon vote à une question d'identité territoriale, mais à une place dans la géographie électorale. Autrement dit, avec Maastricht, on aborde une véritable mutation dans le positionnement politique. C'est pour cela et non pas pour d'autres raisons que Maastricht est en train de bouleverser le paysage politique français (voir européen). Cela provient du caractère paradoxal de cet événement qui, que nous le voulions ou non, nous projette dans une dynamique historique que ni SEGUIN, ni PASQUA, ni CHEVÈNEMENT, ni Le PEN, ni MARCHAIS n'ont compris et qui relève de la mise de l'Europe à la dimension d'un village.

Maintenant pourquoi je suis partisan du oui à Maastricht du point de vue de l'Hexagone ? Parce que je crois qu'il est urgent d'avoir un écu qui puisse contrebalancer l'action du dollar et du yen ; que l'Europe avec son patrimoine logistique (culturel, économique et financier) peut faire pièce aux deux autres blocs et que le Tiers-Monde à plus à y gagner qu'à y perdre.

d) Maastricht est enfin paradoxal parce que le non ne signifie pas en soi qu'on est contre l'Europe, mais qu'on est contre cette Europe-là. L'ennemi est que, cette Europe-là c'est la seule qui existe, résultat de 42 ans d'élaboration patiente et que c'est elle qui a produit Maastricht, en sorte que, en cas de victoire du non, on n'est absolument pas sûr que la dynamique qui jusqu'ici a fait l'Europe, au sortir de la même guerre mondiale, ne sera pas cassée ; en tout cas légitimement. Personnellement, je ne jouerais pas avec le feu, en tout cas pas ce feu-là.

On pourrait continuer à ajouter d'autres caractéristiques paradoxales à ce tableau. Mais je préfère m'en tenir à cela.

4) Le refus d'intégration de la Martinique à l'Europe est totalement inutile car il est purement incertain et la question se pose de savoir s'il peut être autre chose qu'incertaine. En tout cas je n'ai jamais rencontré (à part la démarche terroriste de Rénard et ses camarades) de non à la France et à l'Europe qui ne soit pas incertaine. Et je ne vois pas qu'il y ait eu par conséquent dans cette voie terroriste. De toute manière, effectivement la seule voie qui puisse déboucher sur la non-intégration à l'Europe est celle qui conduit à l'indépendance par rapport à la France. Mais, dans le même temps, la dépendance des DOM (la Guyane en particulier avec sa base de lancement) vis à vis de la France est de plus en plus surdéterminée par leur dépendance à la vie de l'Europe. Quand on croit revendiquer son indépendance à la France, c'est de plus en plus à l'Europe qu'on la demande. Mais s'est-on rendu compte de ce que représentent les DPA pour l'Europe, non seulement en terme de charge, mais aussi en terme d'espace géographique au cœur des Amériques ?

A-t-on bien réfléchi que pour un territoire comme la Martinique la non-intégration à l'Europe signifie l'intégration à un autre bloc, forcément le plus vraisemblable, le bloc américain. La Martinique est-elle partie à un élément de son originalité (qui fait partie de son patrimoine) constitué par son caractère francophone et sa superposition européenne en pleine terre américaine, pour se retrouver pratiquement "à l'étranger" au milieu de nations américaines lancées dans une lutte sans merci pour la survie ?

5) Il faut remplacer la notion de **bloc** par la notion supérieure de **réseau**. L'analyse en bloc (et c'est en quoi je me démarque de Jean CRUSOL) repose sur une vision statique du monde partagé en trois grandes zones d'influence ou bloc (la zone américaine autour des USA-Canada, la zone européenne autour de l'Allemagne-France, la zone du Pacifique autour du Japon et des 3 dragons). En fait, l'existence des multinationales nous le prouvent, la vie économique des grands pays transcende chacun des blocs et des interconnexions s'établissent entre les blocs. La puissance d'un pays, précisément dans son aptitude, à la mondialisation de ses flux économiques et non pas à leur maintien au sein de sa zone d'origine.

Il est important que la réflexion d'un mouvement politique attaché au vrai changement s'applique à l'intégration de la Martinique dans un ensemble de réseaux qui résultent des interconnexions des trois blocs, plutôt que de revendiquer une non-intégration à tel ou tel bloc, ce qui est une attitude négative et négativiste.

6) L'originalité d'un mouvement d'extrême gauche est tout en ayant un positionnement local d'extrême gauche d'avoir le courage de rompre d'avec un discours archaïque et médiéval sur le rapport de la Martinique à l'Europe.

7) Il faut savoir dire non, non pas à l'Europe mais aux pratiques européennes qui sont prédatrices du patrimoine martiniquais, c'est à dire qui sont contraires aux dispositions d'un plan de sauvegarde écologique.

8) Corrélativement il faut savoir élaborer à travers un ou des **clubs** transpartis en projet global de développement de la Martinique, au delà de l'existant (spéculations agricoles menacées : canne, banane, etc... tourisme, etc...)

Il faut contribuer à changer l'image que le Martiniquais a de la Martinique et de lui-même. Un mouvement vraiment attaché à transformer le pays doit, en effet, provoquer un changement des mentalités et des comportements.

10) Pour cela, il est important que le mouvement s'impose comme mot d'ordre : la transformation du monde proviendra non pas de ma volonté de changer mon voisin mais de celle de me changer. C'est par là que passent toutes les valeurs civiques : démocratie, écologie, développement, solidarité interne et externe.

Non point changer les autres, mais échanger avec eux, en vue du changement commun. Le nouveau mouvement assumera ces nouvelles valeurs ou alors il se confondra avec la grisaille de tous les mouvements qui cherchent désespérément à sortir de l'inexistence.

2) Il faut remplacer la notion de bloc par la notion supérieure de réseau. L'analyse en bloc (et c'est en quoi je me démarque de Jean CRUSOË) repose sur une vision statique du monde partagé en trois grandes zones d'influence ou bloc (la zone américaine autour des USA-Canada, la zone européenne autour de l'Allemagne-France, la zone du Pacifique autour du Japon et des 3 dragons). En fait, l'existence des multinationales nous le prouve, la vie économique des grands pays transcende chacun des blocs et des interconnexions s'établissent entre les blocs. La puissance d'un pays précède dans son esprit, à la mondialisation de ses flux économiques et non pas à leur maintien au sein de sa zone d'origine.

Il est important que la réflexion d'un mouvement politique attaché au vrai changement s'appuie à l'intégration de la Martinique dans un ensemble de réseaux qui résultent des interconnexions des trois blocs, plutôt que de revendiquer une non-intégration à tel ou tel bloc, ce qui est une attitude négative et négativiste.

6) L'originalité d'un mouvement d'extrême gauche est tout en ayant un positionnement local d'extrême gauche d'avoir le courage de rompre d'avec un discours stérile et médiéval sur le rapport de la Martinique à l'Europe.

7) Il faut savoir dire non, non pas à l'Europe mais aux pratiques européennes qui sont prédatrices du patrimoine martiniquais, c'est à dire qui sont contraires aux dispositions d'un plan de sauvegarde écologique.

8) Concrètement il faut savoir élaborer à travers un ou des clubs transparents en projet global de développement de la Martinique, au delà de l'existant (spéculation agricole menacées : canne, banane, etc... tourisme, etc...)

Il faut contribuer à changer l'image que le Martiniquais a de la Martinique et de lui-même. Un mouvement vraiment attaché à transformer le pays doit, en effet, provoquer un changement des mentalités et des comportements.

10) Pour cela, il est important que le mouvement s'impose comme mot d'ordre : la transformation du monde proviendra non pas de ma volonté de changer mon voisin mais de celle de me changer. C'est par là que passent toutes les valeurs civiques : démocratie, écologie, développement, solidarité interne et externe.

Non point changer les autres, mais échanger avec eux, en vue du changement commun. Le nouveau mouvement assumera ces nouvelles valeurs ou alors il se confondra avec la grisaille de tous les mouvements qui cherchent désespérément à sortir de l'existence.